

Table des matières

SOMMAIRE	5
REMERCIEMENTS	9
PRÉFACE	13
INTRODUCTION GÉNÉRALE	17
Contexte général	17
Objet de la recherche	19
Champ matériel	19
<i>Les réformes de la phase préliminaire de la procédure pénale</i>	19
<i>Les principes fondamentaux de la procédure pénale</i>	20
<i>Les circonstances exceptionnelles</i>	20
Champ temporel	20
Champ spatial	21
Originalité de la recherche	22
Questions de recherche	22
Limites de la recherche	23
Méthodologie de la recherche	24
Plan de la recherche	27

PARTIE I NOTIONS PRÉLIMINAIRES

SOUS-PARTIE I	
LES INFRACTIONS TERRORISTES	31
Titre préliminaire	
Un bref historique du terrorisme « à la belge »	33
Titre I	
Les infractions terroristes visées au Titre I ^{er} ter du Code pénal	35
Chapitre 1^{er} : L'infraction terroriste au sens strict	35
Section 1 : L'élément contextuel	36
Section 2 : L'élément matériel	36
Section 3 : L'élément moral	36

Chapitre 2 : La participation aux activités d'un groupe terroriste	37
Section 1 : La notion de groupe terroriste	37
Section 2 : La participation aux activités, la participation à la prise de décision et la direction d'un groupe terroriste	38
A. L'élément matériel	38
B. L'élément moral	39
Chapitre 3 : Les « délits-obstacles »	39
Section 1 : L'incitation	40
A. L'élément matériel	41
B. L'élément moral	42
Section 2 : Le recrutement	42
A. L'élément matériel	42
B. L'élément moral	43
Section 3 : La formation	43
Sous-section 1 : Le fait de dispenser une formation	43
A. L'élément matériel	43
B. L'élément moral	43
Sous-section 2 : Le fait de recevoir une formation	44
A. L'élément matériel	44
B. L'élément moral	44
Sous-section 3 : L'autoformation	45
A. L'élément matériel	45
B. L'élément moral	46
Section 4 : Les voyages	46
A. L'élément matériel	46
B. L'élément moral	47
Section 5 : La préparation	48
A. L'élément matériel	48
B. L'élément moral	49
Section 6 : L'aide	49
A. L'élément matériel	49
B. L'élément moral	49
Titre II	
Les peines	51
Chapitre 1^{er} : L'infraction terroriste au sens strict	51
Chapitre 2 : La participation aux activités d'un groupe terroriste	51
Chapitre 3 : Les « délits-obstacles »	52

SOUS-PARTIE II	
LES MÉTHODES D'ENQUÊTE PÉNALE	53
Titre I	
L'introduction de nouvelles méthodes	55
Chapitre 1^{er} : La consultation des données des passagers (article 46septies du C.I.Cr.)	55
Chapitre 2 : La collecte d'informations protégées par le secret professionnel	58
Section 1 : L'obligation de dénonciation de l'article 46bis/1 du C.I.Cr.	59
A. L'obligation de divulgation passive	59
B. L'obligation de divulgation active	60
Section 2 : La concertation de cas instaurée par l'article 458ter du Code pénal	62
Section 3 : Tableau récapitulatif	65
Chapitre 3 : L'infiltration	65
Section 1 : L'infiltration au sens de l'article 47octies du C.I.Cr.	67
Section 2 : L'infiltration Internet	67
Section 3 : L'infiltration civile	68
Section 4 : Tableau récapitulatif	69
Chapitre 4 : Les repentis	71
Chapitre 5 : La protection de l'identité des membres des services de police chargés d'enquêter ou d'intervenir sur des infractions particulièrement graves	74
Titre II	
La modification du champ d'application de méthodes existantes	77
Chapitre 1^{er} : Les perquisitions nocturnes	77
Section 1 : Le cadre général des perquisitions	78
Section 2 : La modification dans le cadre de la lutte antiterroriste	79
Chapitre 2 : Les privations de liberté	81
Section 1 : Le délai de privation de liberté	81
A. La procédure avant 2017	81
1. Délivrance d'un mandat d'amener	81
3. Délivrance d'un mandat d'arrêt	82
Section 3 : La délivrance du mandat d'arrêt	84
A. Le cadre général de la délivrance du mandat d'arrêt	84
B. La modification dans le cadre de la lutte antiterroriste	85
Section 4 : Tableau récapitulatif	86

Chapitre 3 : L'identification d'un abonné, la surveillance et l'interception des communications	87
Section 1 : Le cadre général	87
A. L'identification d'un abonné	87
B. La surveillance des télécommunications	87
C. L'interception des communications	88
Section 2 : Les modifications dans le cadre de la lutte antiterroriste	89
A. L'extension de la liste limitative d'infractions de l'article 90ter du C.I.Cr.	89
B. La compétence du Procureur du Roi	90
C. La durée d'accès aux données récoltées préalablement à l'ordonnance de surveillance des communications	91
Section 3 : Tableau récapitulatif	92
Chapitre 4 : La recherche dans un système informatique	93
Section 1 : Le cadre général	93
A. La recherche non secrète	93
B. La recherche secrète	94
Section 2 : Les modifications dans le cadre de la lutte antiterroriste	94
Section 3 : Tableau récapitulatif	95
Chapitre 5 : La demande d'informations au point de contact central de la Banque nationale	96
Section 1 : Le cadre général	96
Section 2 : Les modifications dans le cadre de la lutte contre le terrorisme	97
Section 3 : Tableau récapitulatif	98
Conclusion de la sous-partie II	99
Chapitre 1^{er} : L'égalité et la non-discrimination	99
Chapitre 2 : La proportionnalité	100
Chapitre 3 : La légalité	102
Chapitre 4 : La loyauté	103
Pour conclure	104

PARTIE II
LE STATUT DE LA LUTTE CONTRE LE TERRORISME EN DROIT
DE LA PROCÉDURE PÉNALE BELGE

Titre préliminaire	
Vers la mise en place d'un « droit pénal de l'ennemi » ?	107
Chapitre 1^{er} : Origines du droit pénal de l'ennemi	107
Chapitre 2 : Caractéristiques et conséquences du droit pénal de l'ennemi	108
Chapitre 3 : Le développement d'une procédure pénale de l'ennemi	111
Titre I	
Un régime « dérogatoire » ? Le cas de l'article 15 de la Convention européenne des droits de l'homme	113
Chapitre 1^{er} : La dérogation	114
Chapitre 2 : La situation d'urgence	115
Section 1 : Une situation de danger public menaçant la vie de la nation	115
Section 2 : La durée de la situation d'urgence	116
Chapitre 3 : Le contrôle européen	117
Section 1 : La motivation des déclarations au Secrétaire Général	117
Section 2 : Une « situation de danger public menaçant la vie de la nation » ?	118
A. L'ampleur des actes posés	120
B. Les effets des actes posés	121
C. L'impuissance du droit commun	121
Section 3 : Des mesures « strictement exigées par la situation » ?	122
Section 4 : Le champ d'application de la dérogation	124
Chapitre 4 : L'article 15 et les autres droits et libertés protégés par la Convention	125
Section 1 : Les droits dits « indérogeables »	126
Section 2 : Les restrictions autorisées par les articles 8, 9, 10 et 11	127
Section 3 : Les atteintes à d'autres droits	129
Section 4 : Tableau récapitulatif	129
Chapitre 5 : Et en Belgique ?	130
Section 1 : Le terrorisme en Belgique, « danger menaçant la vie de la nation ? »	130
Section 2 : Aucun risque de violation en Belgique ?	132
Section 3 : Comment justifier cette absence de déclaration ?	133
Conclusion du Titre I	134

Titre II	
Un régime « d'urgence » ? Le cas de l'état d'urgence en France, au Royaume-Uni et en Italie	135
Chapitre 1^{er} : La France	135
Section 1 : Les réponses françaises face à une situation de crise	135
Section 2 : L'état d'urgence	136
A. <i>L'état d'urgence sécuritaire</i>	136
B. <i>L'état d'urgence sanitaire</i>	138
C. <i>La coexistence de deux régimes d'urgence</i>	140
Section 3 : Quel statut pour la lutte contre le terrorisme en France ?	141
Chapitre 2 : Le Royaume-Uni	143
Section 1 : L'expérience britannique	143
Section 2 : Une législation d'urgence	144
A. <i>Le Civil Contingencies Act de 2004</i>	144
B. <i>Le Coronavirus Act</i>	146
Section 3 : Une législation propre à la lutte contre le terrorisme	147
Chapitre 3 : L'Italie	148
Section 1 : L'expérience italienne	148
Section 2 : « Lo stato di guerra »	149
Section 3 : « Lo stato d'emergenza »	150
A. <i>La déclaration de l'état d'urgence</i>	150
B. <i>Les situations dites « d'urgence »</i>	151
Section 4 : « I decreti con forza di legge »	152
Conclusion du Chapitre 3	154
Chapitre 4 : La Belgique	154
Section 1 : Vers une insertion de l'état d'urgence en droit belge ?	154
A. <i>L'état d'urgence dans la Constitution belge</i>	155
B. <i>La situation d'urgence épidémique</i>	156
Section 2 : L'octroi de pouvoirs spéciaux au Gouvernement	157
A. <i>Le fondement juridique</i>	158
B. <i>Les conditions d'application</i>	158
C. <i>La lutte contre le terrorisme</i>	159
Conclusion du Titre II	160
Titre III	
Un régime « d'exception » ?	163
Chapitre 1^{er} : La notion d'exception	163
Chapitre 2 : La perception de l'exception en droit belge	164

Section 1 : Le contournement d'une interdiction de principe	165
Section 2 : Le contexte de mise en œuvre	166
Section 3 : La limitation du champ d'application	167
Section 4 : Les garanties procédurales renforcées	167
Section 5 : Le risque de mise en œuvre	167
Section 6 : Le critère quantitatif	168
Section 7 : L'absence de recours au terme d'« exception »	168
Conclusion du Titre III	169
Titre IV	
Un régime « spécifique » ? Le cas du recueil de données par la Sûreté de l'État	171
Chapitre 1^{er} : Les méthodes de renseignement	172
Section 1 : Les méthodes ordinaires	172
<i>A. Champ d'application</i>	172
<i>B. Méthodes visées</i>	173
Section 2 : Les méthodes spécifiques	173
<i>A. Champ d'application</i>	173
<i>B. Méthodes visées</i>	174
Section 3 : Les méthodes exceptionnelles	174
<i>A. Champ d'application</i>	174
<i>B. Méthodes visées</i>	175
Chapitre 2 : Tableaux récapitulatifs	176
Section 1 : Champ d'application	176
Section 2 : Méthodes visées	176
Chapitre 3 : Conclusion du Titre IV	178
Titre V	
Un régime « particulier » ? Retour sur les méthodes particulières de recherche	179
Chapitre 1 : Le caractère « particulier » des méthodes particulières de recherche	180
Chapitre 2 : Les garanties afférentes à ces méthodes « particulières »	181
Chapitre 3 : La lutte belge contre le terrorisme, un cas « particulier » ?	182
Conclusion de la Partie II	185

PARTIE III
DES MÉTHODES D'ENQUÊTE CONFORMES AUX PRINCIPES
FONDAMENTAUX DE LA PROCÉDURE PÉNALE ?

Titre I	
Le principe de légalité	189
Chapitre 1^{er} : Notion	189
Section 1 : Le principe de légalité des incriminations	190
A. <i>Le volet formel</i>	190
B. <i>Le volet substantiel</i>	190
Section 2 : Le principe de légalité de la procédure pénale	192
Chapitre 2 : Le principe de légalité face à la menace terroriste	195
Section préliminaire : L'absence de définition du terrorisme	195
Section 1 : L'inflation des infractions terroristes	196
A. <i>Retour historique sur l'incrimination du terrorisme en Belgique</i>	196
B. <i>Le délit-obstacle et l'infraction de mise en danger</i>	198
C. <i>La mutation du droit pénal et ses incidences sur le respect du principe de légalité</i>	199
Section 2 : La jurisprudence de la Cour constitutionnelle	202
Section 3 : La jurisprudence de la Cour européenne des droits de l'homme	205
Chapitre 3 : Les méthodes d'enquête pénale de lutte contre le terrorisme et le principe de légalité	206
Conclusion du Titre I	208
Titre II	
Le principe de proportionnalité	209
Chapitre 1^{er} : Notion	209
Section 1 : La proportionnalité en droit belge	209
Section 2 : La proportionnalité et le principe de subsidiarité	210
Chapitre 2 : Les méthodes d'enquête pénale et le principe de proportionnalité	211
Section 1 : Rappel	211
Section 2 : Les critères de proportionnalité	214
Section 3 : L'existence d'indices sérieux de l'existence d'une infraction déterminée	215
Conclusion du Chapitre 2	216
Chapitre 3 : Le principe de proportionnalité et la lutte contre le terrorisme dans la jurisprudence de la Cour européenne des droits de l'homme	217

Section 1 : La proportionnalité et les droits de l'homme	217
Section 2 : La mise en œuvre des méthodes d'enquête face à des circonstances « ordinaires »	218
<i>A. Les mesures de surveillance</i>	218
1. L'interception ciblée des communications et les recherches secrètes dans les systèmes informatiques	219
2. La consultation des données des passagers	219
<i>B. La privation de liberté</i>	221
<i>C. La perquisition nocturne</i>	223
Section 3 : La mise en œuvre des méthodes d'enquête face à des circonstances « exceptionnelles »	224
<i>A. Le droit à la vie et la lutte contre le terrorisme, le difficile équilibre</i>	224
<i>B. Les mesures de surveillance</i>	227
1. L'ingérence dans la vie privée dans le cadre de la lutte contre le terrorisme	227
2. La surveillance de masse	228
<i>C. La privation de liberté</i>	229
1. La privation de liberté en raison de soupçons raisonnables	229
2. La durée de la privation de liberté	230
<i>D. La perquisition</i>	231
Conclusion du Chapitre 3	232
Conclusion du Titre II	234
Titre III	
Le principe de loyauté	237
Chapitre 1^{er} : Notion	237
Chapitre 2 : La loyauté dans la jurisprudence de la Cour européenne des droits de l'homme	239
Section préliminaire : Le principe de loyauté et le droit à un procès équitable	240
Section 1 : La mise en œuvre des méthodes d'enquête face à des circonstances « ordinaires »	241
Section 2 : La mise en œuvre des méthodes d'enquête face à des circonstances « exceptionnelles »	242
Conclusion du Titre III	244
Titre IV	
La sanction de la violation des principes fondamentaux	245
Chapitre 1^{er} : Les sanctions en cas de violation du principe de légalité	245
Section 1 : La rédaction des dispositions légales	245
<i>A. Le recours en annulation</i>	246

<i>B. La jurisprudence de la Cour constitutionnelle concernant la lutte contre le terrorisme et le principe de légalité</i>	246
Section 2 : L'interprétation des dispositions légales par les cours et tribunaux	247
Chapitre 2 : Les sanctions en cas de violation du principe de proportionnalité	248
Section 1 : Une disposition légale violant le principe de proportionnalité	248
Section 2 : Une violation du principe de proportionnalité dans la mise en œuvre de la méthode d'enquête	249
Chapitre 3 : Les sanctions en cas de violation du principe de loyauté	250
Conclusion de la Partie III	251

PARTIE IV

INCIDENCES PRATIQUES DE LA VIOLATION DES PRINCIPES FONDAMENTAUX DE LA PROCÉDURE PÉNALE

Titre I	
Le caractère proactif des enquêtes antiterroristes	255
Chapitre 1 : Notion et conditions de mise en œuvre de l'enquête proactive	255
Chapitre 2 : La mutation du droit pénal	258
Section 1 : D'un droit pénal répressif à un droit pénal préventif	258
Section 2 : Le glissement du judiciaire vers l'administratif	261
Chapitre 3 : Les services de renseignement	262
Section 1 : Enquête de renseignement versus enquête pénale	263
Section 2 : La communication des informations à la justice	264
Section 3 : Les liens entre l'enquête de renseignement et l'enquête proactive	265
Chapitre 4 : L'intervention du juge d'instruction	265
Section 1 : La compétence et la saisine du juge d'instruction	265
Section 2 : Les actes d'instruction	268
Section 3 : Le juge d'instruction et l'enquête proactive	268
<i>A. Enquête proactive versus juge d'instruction</i>	269
<i>B. L'extension de la saisine et les délits-obstacles</i>	270
Chapitre 5 : La privation de liberté préventive	271
Section 1 : La privation de liberté préventive au sens de l'article 5, § 1 ^{er} , c) de la Convention européenne des droits de l'homme	272
<i>A. Champ d'application de la privation de liberté dite « préventive »</i>	272

<i>B. La durée de la privation de liberté dite « préventive »</i>	273
Section 2 : Le système belge et la prévention de liberté dite « préventive »	275
<i>A. Champ d'application de la privation de liberté et de la délivrance du mandat d'arrêt</i>	275
<i>B. L'absolue nécessité pour la sécurité publique et la commission de nouveaux crimes ou délits</i>	276
<i>C. L'arrestation administrative</i>	276
Conclusion du Titre I	277
Titre II	
La hiérarchisation des infractions pénales et des méthodes d'enquête	279
Chapitre 1^{er} : La hiérarchisation des infractions terroristes	279
Section préliminaire : La détermination de la gravité d'une infraction	279
Section 1 : Les infractions terroristes visées au Titre Ier du Livre II du Code pénal	280
Section 2 : Les infractions terroristes et les autres infractions	284
<i>A. L'infraction terroriste au sens strict visée à l'article 137, § 2 du Code pénal</i>	284
<i>B. Les infractions terroristes présentant des points communs avec d'autres infractions de droit pénal spécial</i>	284
<i>C. Les infractions terroristes spécifiques</i>	287
Conclusion du Chapitre 1 ^{er}	287
Chapitre 2 : La mise en œuvre des méthodes d'enquête	288
Section préliminaire : Retour sur la <i>ratio legis</i> des réformes motivées par la lutte contre le terrorisme	288
Section 1 : Les méthodes d'enquête autorisées dans le cadre des enquêtes antiterroristes	289
Section 2 : Les méthodes d'enquête autorisées selon le type de criminalité	289
Conclusion du Chapitre 2	291
Conclusion du Titre III	291
Conclusion intermédiaire de la Partie IV	293
Titre III	
L'instrumentalisation de la qualification	295
Chapitre 1^{er} : L'opération de qualification	295
Chapitre 2 : Les conséquences d'une qualification instrumentalisée	298
Section 1 : Un détournement de procédure ?	298
Section 2 : Une procédure déloyale ?	299
Chapitre 3 : Les sanctions d'une qualification instrumentalisée	299
ANTHEMIS	387

Section 1 : Irrecevabilité des poursuites ou exclusion de la preuve	299
<i>A. Retour sur le régime de l'administration de la preuve et la question de l'irrecevabilité des poursuites</i>	300
1. Irrégularité (ou illégalité)	300
2. Nullité	300
3. Irrecevabilité de l'action publique	300
4. Nullité de la preuve ou irrecevabilité des poursuites ?	301
<i>B. La procédure mise en œuvre à la suite d'une qualification instrumentalisée</i>	302
Section 2 : Efficacité <i>versus</i> loyauté	303
<i>A. L'application de l'article 32 du Titre préliminaire du Code de procédure pénale</i>	303
<i>B. L'entame de nouvelles poursuites</i>	303
<i>C. Le cas de la qualification instrumentalisée</i>	304
Section 3 : <i>Quid</i> de la qualification erronée ?	304
Chapitre 4 : Un risque avéré d'instrumentalisation de la qualification	306
Section 1 : L'affaire du groupe de Tarnac	306
Section 2 : Un premier cas d'application belge ?	307
<i>A. Les faits</i>	307
<i>B. Le jugement du 28 mai 2019 du tribunal de première instance francophone de Bruxelles</i>	307
<i>C. L'arrêt de la Cour d'appel de Bruxelles du 12 novembre 2020</i>	308
<i>D. Considérations critiques</i>	309
Conclusion du Titre III	309
Conclusion de la Partie IV	311

PARTIE V PROJECTIONS ET RECOMMANDATIONS

Titre I	
Projections	315
Chapitre 1^{er} : Les « ennemis » du futur	315
Section 1 : Le terrorisme dans les années 2020	315
Chapitre 2 : Le rôle de la procédure pénale	318
Titre II	
Recommandations	321
Chapitre 1^{er} : La nécessité de prendre des mesures	321
Chapitre 2 : Le danger d'un droit pénal préventif	322

Chapitre 3 : Une proposition de hiérarchisation des méthodes d'enquête pénale	323
Section 1 : La répartition des compétences Procureur du Roi/juge d'instruction	323
A. <i>Le Code d'instruction criminelle actuel</i>	323
B. <i>La proposition de réforme du Code de procédure pénale</i>	324
C. <i>Le critère de catégorisation : le degré d'atteinte aux droits et libertés fondamentaux</i>	325
Section 2 : Les critères de proportionnalité	327
A. <i>La condition de proportionnalité selon la proposition de réforme</i>	327
B. <i>Des critères de proportionnalité relatifs à la gravité de l'infraction</i>	328
Section 3 : Vers une hiérarchisation des méthodes d'enquête ?	330
A. <i>La nouvelle échelle de peines du Code pénal</i>	330
B. <i>La conversion des critères de proportionnalité selon la nouvelle échelle des peines</i>	331
C. <i>Distinguer l'acteur compétent selon la gravité de l'infraction recherchée</i>	332
D. <i>Combinaison actes intrusifs – infractions graves</i>	332
Tableau final de recommandations	334
CONCLUSION	337
BIBLIOGRAPHIE	339
Législation	339
Législation internationale	339
Législation européenne	339
Conseil de l'Europe	339
Union européenne	339
Législation belge	339
Législation fédérale	339
Législation régionale et communautaire	343
Travaux préparatoires	343
Législation étrangère	346
France	346
Italie	347
Royaume-Uni	348
Jurisprudence	348
Jurisprudence internationale	348
Jurisprudence belge	355
Jurisprudence étrangère	357
France	357

Italie	358
Doctrine	358
Autres	370
INDEX	